

AFFAIRE MESSALI, KRIM, BEN BELLA ET AMIROUCHE

Le ministre des Moudjahidine évite la polémique

Tayeb Zitouni a tout fait lors de cette sortie à Tizi-Ouzou pour ne pas réitérer les propos qu'il a tenus sur les ondes de la radio, quelques jours auparavant.

Même avec des haltes «techniques», portant sur les activités de son secteur inscrites au programme de sa visite, le périple dans la wilaya de Tizi-Ouzou, ville choisie pour la célébration de la Journée nationale du chahid, de Tayeb Zitouni, ministre des Moudjahidine, dans la journée d'hier, décline de façon implicite et en pointillé une portée politique qui ne doit pas être dissociée d'une actualité dominée par des échanges passionnés et polémique sur la mémoire et l'histoire de la Révolution.

Après sa virée au cimetière de M'douha de Tizi-Ouzou pour un recueillement à la mémoire des chouchada et l'inauguration du Musée d'histoire d'envergure régionale, déplacement suivi d'une halte à la Direction des moudjahidine, le ministre s'est dirigé vers la Maison de la culture de Tizi-Ouzou où devaient se dérouler les festivités commémoratives de la Journée nationale du chahid.

Une journée dont la signification et la portée symbolique ont été saluées, dans leurs discours respectifs, par le wali de Tizi-Ouzou et le ministre. Même s'il n'a pas déroge à la rhétorique officielle habituelle, sublimant le sacrifice des martyrs, la préservation de la mémoire, insistant sur la fidélité et la transmission des valeurs de la Révolution, le ministre des Moudjahidine n'a pas manqué de charger son discours d'allusions et de messages codés sur l'unité nationale.

Un enseignant d'histoire à l'université d'Alger abondera dans le même sens, insistant, dans son adresse aux populations kabyles et évoquant des paroles de Abane Ramdane prononcées à l'occasion

du congrès de la Soummam, sur «la préservation de la géographie de l'Algérie».

A Ait-Yahia-Moussa, dans la daïra de Draâ El Mizan, où il a procédé à l'inauguration du nouveau siège de l'APC et d'une stèle portant un buste à l'effigie de Krim Belkacem, situé à l'intérieur de l'édifice et à la baptismation d'un lycée au nom d'un chahid membre de l'OS et compagnon de Krim Belkacem, Tayeb Zitouni s'est exprimé devant la presse sur des sujets d'actualité.

Entre dérobade, démenti et prise de position catégorique, le ministre aura une réponse tranchée à une question, du *Soir d'Algérie* portant sur ses propos qualifiant d'amoral le fait d'accuser de trahison d'anciens dirigeants nationalistes ou de la Révolution. S'exprimant ainsi, lors d'une émis-



Tayeb Zitouni, ministre des Moudjahidine.

sion sur l'histoire diffusée, mardi dernier par la Radio nationale et, faisant allusion aux propos de Saïd Sadi sur Ben Bella et Messali, T. Zitouni aura cette réponse lapidaire : «L'écriture de l'histoire est du ressort des historiens et des moudjahidine».

Le ministre s'est tout simplement dérobé et a éludé la question du journaliste qui lui demandait si le représentant de l'Etat qu'il est, pourrait penser la même chose des propos de Saïd Sadi à l'égard de Ben Bella qui a traité Abane de traître, ainsi que de ceux de Saïd

Abadou, ex-ministre des Moudjahidine et secrétaire-général de l'ONM qui, lui aussi, a traité Messali de traître.

S. A. M.

Ce qu'a dit Zitouni, ministre des Moudjahidine

Dans sa réponse à la question se rapportant aux propos de Saïd Sadi sur Ben Bella et Messali, et que Tayeb Zitouni avait qualifiés «d'amoraux» sur les ondes de la Radio nationale, le ministre des Moudjahidine a eu une réponse tranchée et lapidaire : «L'histoire de l'Algérie est l'histoire d'un peuple dans son intégralité, elle (l'histoire) doit être écrite par les historiens et des moudjahidine encore en vie. Le rôle et la responsabilité de chacun de nous est d'aimer l'Algérie et son histoire.»

Photos : Samir Sid

RETRAIT DE LA LOI CRIMINALISANT LE COLONIALISME

Ziari avoue l'injonction de Bouteflika

L'ancien président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelaziz Ziari, dit dégager toute «responsabilité» dans le fameux projet de loi portant criminalisation du colonialisme en 2009, faisant part d'une injonction directe du président de la République.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Invité avant-hier en soirée d'une émission d'El Bilad-TV, il parlera, dans le détail, comme pour convaincre de sa «bonne foi», que lors d'une entrevue dans le sillage de la visite officielle d'un chef d'Etat étranger, Abdelaziz Bouteflika «m'a affirmé que le timing et la conjoncture ne permettaient pas de faire passer ce dossier» au vu, des «intérêts» avec la France et le «contexte» qui ne permettait pas «d'ouvrir un autre front» avec Paris. D'où, poursuivra-t-il, le refus de l'exécutif

de cette initiative, pensant que cette question, de par sa «sensibilité», concerne «l'Etat avec l'ancienne puissance coloniale». Ziari ajoutera que les députés de son parti, près de 130, avaient adopté cette démarche en réaction «épidermique» «à ce qu'ont entrepris certains de leurs homologues de l'Hexagone contre l'Algérie à cette époque». Traitant de l'actualité nationale, l'ex-ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière fera part de sa conviction que l'armée n'aura plus aucun rôle dans le choix du président de la République «qu'une fois Gaïd Salah et Toufik et ceux de leur génération partis». Parce que, expliquera-t-il, ces deux personnages ont été les «garants» de la sécurité durant la décennie noire, «ont évité au pays l'effondrement et ont corrigé les fautes des politiques». Pour lui, des réformes politiques réelles «s'imposent», affir-

mant n'avoir pas été entendu par le président de la République auquel il en a fait part en 2001. «Peut-être parce que Bouteflika avait une vision bien précise, lui qui «a toutes les prérogatives pour ce faire», ajoutera-t-il. Ne reconnaissant pas Amar Saâdani comme secrétaire général du FLN, pour n'avoir pas été élu par l'urne, avouant ignorer si le frère du Président était derrière cette nomination de Saâdani à la tête du FLN, Ziari révélera avoir pensé à postuler à succéder à Abdelaziz Belkhadem «si les règles pour l'élection du SG, dont les instruments de l'urne, étaient de mise», précisera-t-il, néanmoins. Un poste que l'ancien président de l'APN dira toujours convoiter à la condition «que le parti vainqueur des législatives soit en droit de constituer le gouvernement ou tout au moins qu'il soit consulté pour ce faire».

M. K.

BOUIRA

L'ANP traque un groupe terroriste à El-Hachimia

Un important groupe terroriste, évalué, selon des témoins, à une trentaine d'éléments, a été signalé dans la région d'El-Hachimia, plus exactement dans la forêt d'Oued Gomara, à cheval entre les communes d'El Hachimia et Bordj-Okhris, à une quarantaine de kilomètres au sud de Bouira, apprend-on de sources sûres.

D'après nos sources, sitôt ce groupe signalé, l'ANP a dépêché d'importants contingents vers cette région pour boucler le périmètre avant de passer au peigne fin cette forêt. Hier, pendant toute la journée, aucun bilan ni information n'ont filtré sur cette opération qui se poursuit toujours.

Sur place, lors de notre déplacement sur les lieux, nous avons remarqué un dispositif impressionnant de sécurité avec des barrages de gendarmerie à travers tous les axes qui débouchent sur cette région, que ce soit du côté de Sour-El-Ghozlane vers Bordj-Okhris sur le CW14, ou encore depuis El-Hachimia vers Bordj-Okhris via le CW97, ou le CW24 depuis Ahl Ksar au nord et Taguedit au sud ; tous ces axes sont hypersurveillés par les barrages et aucun véhicule ne peut passer sans être minutieusement fouillé. Pendant ce temps, les forces de l'ANP poursuivaient leur ratissage à l'intérieur de ce périmètre où le groupe terroriste, qui a été signalé le lundi, est supposé être toujours.

Un groupe qui serait, selon des sources très au fait des questions sécuritaires, le même qui était signalé dans la forêt de Tamellahth la semaine dernière, c'est-à-dire le groupe de Jund Al Khilafah affilié à Daesh et qui rôdait dans la région de M'chédallah depuis plusieurs semaines déjà.

H. M.

IL EST PROGRAMMÉ POUR LE MOIS DE JUIN PROCHAIN

Le parti d'Ali Benflis autorisé à tenir son congrès constitutif

Le parti d'Ali Benflis, «Talaïou El Houriyet», a été autorisé hier mercredi, par le ministère de l'Intérieur à tenir son congrès constitutif. «Un pas significatif vient d'être franchi», selon un communiqué rendu public par le parti.

Cette entrée sur la scène politique nationale a été rendue possible «grâce à la patience et à la résolution de ses membres fondateurs forts de l'adhésion de soutiens et de sympathisants déterminés à apporter leur contribution à l'effort national de redressement politique, économique et social de notre pays». Toutefois, Ali Benflis ne crie pas aussitôt victoire : «Le chemin à parcourir reste long avant l'agrément du parti.»

Pour ce faire, «Talaïou El Houriyet» prévoit de procéder incessamment «à l'installation de bureaux

provisaires du parti, dans les 48 wilayas du pays, à la constitution de l'instance nationale de préparation du congrès constitutif du parti qui comprendra huit commissions chargées respectivement des résolutions, du programme, du statut, du règlement intérieur, de l'organique, des politiques de communication, de la logistique et de l'organisation».

Il sera aussi question de la préparation de congrès régionaux, avant celui national constitutif du parti, prévu dans le cours de la première semaine du mois de juin prochain.



Ali Benflis, président de Talaïou El Houriyet.

En attendant, l'ex-candidat malheureux aux présidentielles d'avril 2014 rappelle qu'il est du devoir de tous de faire la démonstration permanente de diligence et de constance dans la

défense de nos idéaux communs qui s'incarnent dans la société des libertés et du progrès à laquelle aspire notre peuple dans son ensemble».

M. M.

Photo : Samir Sid